



## L'utilité du Parti Communiste

La question de la force politique susceptible de favoriser la construction d'une alternative politique au capitalisme, est posée.

Comment le PCF s'inscrit-il dans cet objectif ?

Notre dossier page 4

# Les Nouvelles de Loire Atlantique nla

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 798

22 décembre 2005

prix: 0,40 €

## 1905-2005 : La laïcité a 100 ans



*Il y a 100 ans la loi sur la laïcité était votée. Elle constitue une avancée révolutionnaire en garantissant la liberté de conscience, elle est un pilier solide et vivifiant de notre république. Aujourd'hui, elle est au cœur des enjeux sociaux et sociétaux. Il y a urgence à se lever, à se rassembler pour défendre ses principes fondamentaux.*

**La laïcité, facteur d'égalité des droits**

### ■ TRAINS CORAIL

P 3

L'action a fait reculer la SNCF et l'État sur les suppressions de trains. La vigilance doit être maintenue. Tout n'est pas encore réglé.

### ■ LE MUSÉE

P 3

### DE LA RÉSISTANCE



Nouvelle étape à Châteaubriant pour le Musée de la Résistance, une pièce maîtresse pour le devoir de mémoire.

### ■ EDF MOINS 6000

P 5

### EMPLOIS

La cotation en bourse d'EDF n'aura pas fait attendre les spéculateurs pour choisir entre le service public et l'argent.

### ■ RETOUR DU BRÉSIL

P 6

Hubert DELAHAIE de retour du Brésil nous livre ses impressions d'un voyage plein d'enseignements.

www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com  
www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com  
www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com  
www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com  
**www.pcf-44.com**  
www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com  
www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com www.pcf-44.com

# L'actualité politique...

## EN BREF

### Divergences profondes

Forte contradiction entre SARKOZY et un récent rapport des renseignements généraux à propos des événements dans les banlieues. "Les jeunes des cités étaient habités d'un fort sentiment identitaire ne reposant pas uniquement sur leur origine ethnique ou géographique, mais sur leurs conditions sociales d'exclus de la société française" indique ce rapport. Cela ne rime pas avec les propos du Ministre de l'intérieur qui ne va quand même pas se sentir obligé de reconduire à la frontière tous les exclus de notre société...

### Illusions et réalités

Tout va bien le chômage baisse, nous dit chaque mois le 1er Ministre lors de sa classique rencontre euphorique avec la presse. A croire même qu'il se doperait pour être plus tonique devant micros et caméras. Et en plus, il invente le sieur, il invente à chaque fois une nouvelle formule d'emplois précaires à la sauce BORLOO. Un coup pour les jeunes, un coup pour les vieux, tout le monde peut y avoir droit, mais chaque jour la liste des licenciements collectifs, s'allonge inexorablement et vient confronter les réalités. L'illusion n'a duré que l'instant d'un face à face avec la presse.

### De PSA à EDF

Ce ne sont pas par petites poignées mais par milliers que les suppressions d'emplois sont annoncées. 6 000 à l'EDF, 2 000 dans le groupe



Gomma, ancienne filiale de Peugeot à Rennes, pour ne citer que celles-ci liées directement à la bourse. Mais ce sont aussi toutes celles dans les PME dans les villes et les départements. Mais tout irait bien aux dires de notre 1er Ministre, victime semble-t-il d'autisme grave qui l'empêche de voir autour de lui malgré ses efforts de communication.

### Inquiétudes

Inquiétudes parmi les éditorialistes ces derniers jours qui ne comprenaient plus pourquoi le chômage baissait alors que les "érémistes" augmentaient. Faut-il être sorti de la cuisse de Jupiter pour comprendre que supprimer les allocations de chômage à des milliers d'hommes et de femmes par des mesures administratives, provoque comme les vases communicants, le trop plein de l'autre...

### Regarder en face

Toutes les organisations caritatives constatent la progression de la misère qui côtoie aujourd'hui, comme le citait la responsable des restos du cœur, les retraités, les jeunes en précarité, les familles monoparentales, les étudiants... Ce sont aujourd'hui 1, 243 millions d'hommes et de femmes qui sont au RMI. Et pendant ce temps là, DE VILLEPIN et son gouvernement se frottent le ventre pour le bon travail accompli.

## Point de vue

par Yann VINCE



Cette question résume l'enjeu que pose le débat actuel sur les projets d'aménagement et de développement durable (PADD) des agglomérations de notre département et à l'échelle de la métropole Nantes/Saint-Nazaire (schéma de cohérence territoriale métropolitain). Les communistes appréhendent cette question, non pas en terme

de compétition entre les territoires, mais en terme d'espaces de vie dont le développement doit être assuré de manière équilibrée.

Les territoires sur lesquels nous vivons sont riches d'atouts. Des atouts économiques avec les activités portuaires, de construction navale ou aéronautique. Or, le développement de ces activités conditionne le développement du seul emploi durable qu'est l'emploi industriel. Des atouts environnementaux avec

l'estuaire du fleuve et de riches espaces naturels. Or, l'utilisation du fleuve notamment pour le transport des marchandises par barges ou dans la perspective d'une autoroute de la mer sur la façade atlantique, représente une alternative aux déplacements des poids lourds par la route.

C'est pourquoi les communistes, leurs élus, posent avec force l'exigence de projets d'aménagement prenant en compte ces atouts. Ces projets doivent intégrer les grands projets structurants dont notre département a besoin : l'aéroport de Notre Dame des Landes, les extensions portuaires de Donges Est ou de Cheviré 5, le nouveau franchissement du fleuve en amont de Saint-Nazaire. De la même façon, ils estiment que face au développement des deux grands pôles urbains et économiques de Nantes et de Saint-Nazaire, il est nécessaire d'assurer le développement des autres pôles par un maillage du territoire confortant

l'emploi, les services publics, l'offre de logements, les réseaux de déplacement, ....

Pour nous, le développement durable, c'est concilier protection de l'environnement, efficacité économique et équité sociale.

« Quel aménagement du territoire ? »

## L'apprentissage à 14 ans.

L'apprentissage à 14 ans, c'est percevoir pour beaucoup un retour en arrière et ressentir le mépris et la relégation qui vont être vécus par les adolescents trop souvent placés dans des situations conduisant à l'échec scolaire.

Faire quitter l'école à 14 ans, c'est oublier volontairement que ces enfants vont entrer dans un système où la rentabilité, la concurrence, la précarité, le rendement, sont les règles dans un système économique non concerné principalement par la formation de l'homme, du citoyen, du producteur.

Avant de décider de mettre des jeunes de 14 ans dans



l'entreprise, quelles dispositions ont été arrêtées concernant les problèmes de sécurité, d'encadrement, de logement, de transport, les problèmes d'horaires en entreprises et les conséquences sur les comportements physiques et psychologiques des adolescents ? Sur le fond comme sur la forme, l'apprentissage à 14 ans est une monstrueuse injustice sociale qui ne fera qu'accroître les inégalités.

## Les fractures du monde

Alors que s'ouvre à Hong-Kong la sixième conférence interministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce, la pauvreté et la misère continuent à ravager le monde.

D'un côté, les pays les plus pauvres dénoncent les ravages occasionnés par le libéralisme et exigent que leurs demandes et préoccupations soient prises en compte, de l'autre, les grands groupes américains et européens de l'agroalimentaire se disputent les profits et les parts de marché sans se soucier des conséquences de leur politique. C'est ainsi que l'ONU estime aujourd'hui à 852 millions, le

nombre de personnes victimes de la malnutrition dans le monde. Il est intolérable, en ce début du 21ème siècle, de regarder une telle fracture entre le Nord et le Sud. Une autre OMC est possible si l'on prend en compte l'homme comme levier de notre politique et non plus l'argent comme c'est le cas aujourd'hui.

Dans le même temps, le sommet de Montréal sur le dérèglement climatique tourne court et prenait fin sur le nouveau refus des Etats-Unis de limiter, dans leur pays, l'émission des gaz à effet de serre. L'administration Bush préférant encore une fois, ignorer les risques qu'une telle politique fait courir à la planète au nom de l'argent... Triste... Triste et suicidaire.

## De vous à moi...

**CHIRAC à Bamako me faisait penser à un de ces représentants de commerce d'une grande entreprise d'import/export en viande fraîche exotique, venu faire ses petites emplettes de fin d'année.**

**Ce n'est peut-être pas bien de l'écrire comme tel mais c'est pourtant bien ça...**

**La France, par sa politique d'immigration, se comporte en effet comme une entreprise d'import/export où, les uns et les autres jouent un jeu très dangereux.**

**SARKOZY, en directeur général à l'exportation taquine "la racaille" des banlieues et tout être humain en mal de papiers, en organisant leur chasse qui finit en charters de retour d'hommes, des femmes et d'enfants coupable, pour lui, de gêner notre beau pays dans son développement et sa sécurité intérieure.**

**DE VILLEPIN, en PDG avisé regarde sans broncher le directeur à l'export dans sa triste besogne, ce qui au passage dérange sérieusement la concurrence de l'entreprise LE PEN, et encourage le VRP CHIRAC responsable de l'import dans ses tribulations africaines.**

**Les propos de CHIRAC à Bamako proposant aux chercheurs, matières grises et cerveaux africains de venir sans souci, travailler en France, sont révoltants. Ils vont accentuer les difficultés d'un continent déjà sur le bord du désastre humanitaire et lui ôter toutes ses chances de se développer et répondre à ses propres problèmes. Pour ces gens là, de Matignon, l'Elysée et autres, il n'est vraiment pas bon d'être de ceux d'en bas...**

Y.C.

## VITE LU VITE DIT

### Trains "CORAIL" : l'Etat et la SNCF ont dû reculer

Rappelons-nous, après les 29 suppressions de trains "CORAIL" en décembre 2004, le gouvernement et la SNCF envisageaient d'obliger les Conseils régionaux à prendre en charge les déficits d'exploitation des "CORAIL" ce qui pour la seule région des Pays de la Loire, représentaient 20 millions d'euros sur les lignes concernées. Devant le refus des régions, fin juillet, la SNCF annonçait la suppression de 67 trains.

La mobilisation des organisations syndicales des usagers, des collectivités et particulièrement des régions dans lesquelles, les élus communistes ont pris une très grande part, a permis de mettre largement en échec, ces mauvais projets.

Le 11 décembre, la SNCF a publié le service 2006. Seuls 3 trains ne figurent plus dans les nouvelles grilles horaires sur les 67 suppressions annoncées en juillet. Le moins qu'on puisse dire, c'est que la bataille a payé. Pour l'essentiel, le plan du gouvernement et de la SNCF est en échec. Pour autant, tout n'est pas réglé car si les lignes Caen/Le Mans/Tours et Nantes/Bordeaux ne sont pas affectées, certaines liaisons se feront avec des trains régionaux sous la responsabilité "grandes lignes CORAIL" de la SNCF et sur la ligne Nantes/Lyon contrairement aux engagements du Ministre PERBEN, une ligne CORAIL est supprimée puisque Nantes/Lyon est morcelée (assurée sur certaines portions par des TGV ou du TER et des ruptures de charges, existent au Mans et à Tours).

Sur ces secteurs, la majorité de gauche du Conseil régional maintient donc ses recours au Conseil d'Etat. Nous reviendrons sur ce dossier dans un prochain numéro, mais il nous semblait nécessaire de souligner le recul du gouvernement et de la SNCF et d'inviter les citoyens à la vigilance car il faut s'attendre à d'autres coups contre le service public ferroviaire.

## Jeunes communistes : un regard sur l'avenir

**Les 11, 12 et 13 novembre derniers, 200 délégués jeunes communistes dont 4 de notre département se sont retrouvés pour débattre de l'actualité, faire des propositions et organiser les moyens d'action.**

Les jeunes communistes sont résolument engagés à résister à la politique de la droite et à construire des propositions alternatives conformes à nos valeurs de justice sociale, de solidarité et de paix. 4 grandes thématiques ont dominé les débats. Tout d'abord l'immigration et la politique répressive de

Sarkozy vis-à-vis des sans-papiers. Elle concerne directement notre département puisque une vingtaine de lycéens sont menacés d'expulsion.

Il est intolérable que des jeunes qui étudient pour espérer une vie meilleure soient rejetés de façon inhumaine. Pour nous il est urgent que tous les sans-papiers soient régularisés. Sur les questions internationales, la paix des peuples est notre bataille, notre soutien aux paci-



fistes du monde entier et notre lutte contre tout impérialisme sera sans failles.

Concernant l'enseignement et la formation, nous oeuvrons à faire de l'école un outil du savoir et non plus un moyen de satisfaire le marché du travail. Dans ce sens, nous organisons des états généraux dans les lycées et proposons une réforme de l'enseignement supérieur ainsi qu'une charte des étudiants européens. Enfin, en matière d'emploi, nous

condamnons l'emprise des marchés financiers sur les entreprises et voulons avancer vers une sécurité de l'emploi et de la formation, vers de nouveaux droits pour les salariés, vers des revenus maximum.

Les jeunes communistes veulent remercier la Fédération et les militants qui les ont aidés à partir au Festival mondial de la jeunesse et des étudiants. Ils organisent une soirée conviviale le vendredi 13 janvier 2006 à partir de 19h00. Les délégués partis à Caracas présenteront le festival, projèteront le film de l'évènement et offriront un apéritif. Venez nombreux !

### Indre n'ira pas aux urnes

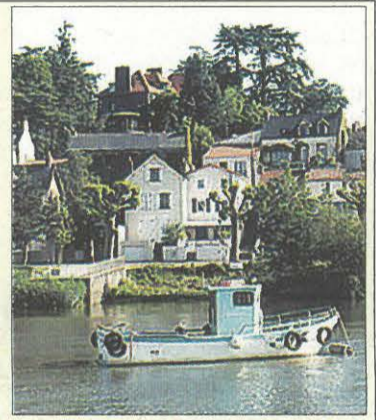
Les six élus de la liste d'opposition qui ont démissionné pour provoquer de nouvelles élections générales, en sont pour leurs frais car le Conseil municipal compte malgré ces départs 19 élus. Ce qui suffit pour que l'Assemblée locale puisse continuer à travailler et délibérer. Les élections n'ont donc pas lieu d'être.

Cette démission collective était avant tout politicienne de la part d'une opposition dite «de gauche sans repère» et qui ne s'appuyait sur aucune raison réelle et sérieuse. Elle cachait mal en fait les ambitions personnelles de certains, ce que les communistes avaient immédiatement dénoncé.

La dernière «chance» des démissionnaires réside maintenant dans un recours devant la justice qui cache mal lui aussi les «ambi-

tions» d'en découdre avant tout avec les conseillers municipaux actuels PS, PCF, UDB.

En tout état de cause, il ne pouvait être question pour les communistes, de renier le mandat que les électeurs leur avaient donné en 2001 en les élisant sur la liste d'union. N'en déplaise aux opposants, le Conseil municipal actuel a une légitimité jusqu'aux prochaines échéances prévues en mars 2008.



### Châteaubriant le Musée de la Résistance

L'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé et l'Association des Amis du musée de la Résistance de Châteaubriant ont décidé de transformer l'exposition permanente, qui existe depuis plusieurs années dans la ferme de la carrière où ont été fusillés les 27 martyrs de Châteaubriant, en un véritable musée. Le samedi 3 décembre dernier a été présenté à Châteaubriant devant une soixantaine de personnes (élus, responsables associatifs, témoins de la période, amis du Musée) le projet culturel du Musée dont le dossier vient d'être déposé à la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) des Pays de la Loire. L'association des Amis du Musée de la Résistance est maintenant engagée dans la phase concrète de sa réalisation qui prendra sa forme officielle à l'occasion des cérémonies du souvenir en octobre 2006.

Un Musée qui se déploiera progressivement sur plusieurs sites : la ferme, la car-

rière et un autre site en coopération avec d'autres partenaires. Il se déclinera aussi par des actions itinérantes en coopération avec le monde scolaire et associatif.

"Le site deviendra véritablement un pôle de tourisme de la mémoire" précise Gilles Bontemps, président de l'association. "Le Musée est une première étape. Dans les années à venir, le site lui-même profitera d'une nouvelle mise en valeur." Ce pôle s'articulera avec le Musée National de la Résistance de Champigny représenté à cette occasion par son conservateur, l'historien Guy Krivopissko, qui a présenté le projet culturel et évoqué la réalisation en cours d'un site Internet présenté par Patrice Morel.

Les nouvelles technologies vont ainsi faire leur entrée dans

ce parcours du souvenir : avec un site Internet, le Musée sera présent sur la "toile" et une réflexion sur les blogs est menée pour pouvoir échanger témoignages et documents.

Le Musée de la Résistance est enfin en marche mais comme le souligne Odette

Nilès, présidente de l'Amicale de Châteaubriant-Voves-Rouillé, "il ne faut pas traîner car nous sommes plus beaucoup à pouvoir relater l'exactitude des faits."

Pour tout contact : le Musée au 02 40 28 60 36

### Votation citoyenne

Les Nantais, Herblinois et Orvaltais étaient appelés par une dizaine d'organisations dont le Parti Communiste Français à s'exprimer sur le droit de vote des immigrés aux élections locales.

Ce sont plus de 3 700 personnes qui se sont déplacées pour voter, ce qui peut sembler peu par rapport à l'ensemble de la population de ces 3 villes mais ce qui représente politiquement un engagement citoyen important alors que le Président de la République vient une nouvelle fois de dire, non à cette demande. Cette question est pourtant au cœur de notre société. Elle n'est pas à séparer des récents incidents dans nos banlieues. Comment accepter en effet que sur la ville de Nantes, 10 657 personnes étrangères dont 8 800 ressortissantes de la communauté européenne vivent, travaillent, paient des impôts et ne peuvent s'exprimer lors d'élections locales ? Nous touchons là à une discrimination d'un autre temps qu'il est urgent de corriger.

### Une consultation citoyenne

Le résultat de la consultation des citoyens de l'agglomération nantaise pour le vote des étrangers lors des élections locales est sans surprise.

Dans les 16 bureaux de votes qui avaient été mis en place, le OUI l'emporte largement avec 86,99% des suffrages exprimés, le NON n'obtenant que 12,37% des voix. A l'Université et à la maison des citoyens du monde où des lieux de vote avaient été installés, le OUI obtient même 100% des voix.

Le regret peut être le peu de mobilisation autour de cette initiative qui aurait mérité plus d'investissement et de réactivité dans la population. Cette consultation était organisée conjointement dans 900 autres villes en France.

A l'issue de ce scrutin, le député maire de Nantes affirmait que cette question du vote des étrangers aux élections locales devait faire l'objet d'un référendum en cas de victoire de la gauche en 2007.

## Politique

### Le besoin et l'utilité d'un Parti communiste



La démarche politique du PCF visant à construire un rassemblement populaire majoritaire portant des idées et des propositions alternatives à la droite dans notre pays et au capitalisme dans le monde, pose la question de la force politique susceptible de favoriser une telle construction. C'est une

des questions posées aux communistes dans leur congrès. Sans rien renier de l'apport des partis politiques à la construction d'un programme politique, celui-ci serait voué à l'échec s'il n'était pas la résultante d'une majorité d'idées portées par les citoyens constituant une alternative à la droite. Mais

précisément, la difficulté de la tâche pour la construction d'un tel rassemblement sur des contenus antilibéraux, nécessite un Parti communiste renforcé, structuré et organisé. Un Parti sachant dans son mode de fonctionnement et dans ses pratiques, s'ouvrir en faisant toute sa place à l'individu dans l'organisation collective. Les obstacles que nous rencontrons liés à la "culture/héritage communiste" ne doivent pas nous conduire à penser que nous serions arrivés au bout de l'évolution de l'outil ou pire qu'il serait vain de penser que notre Parti pourrait encore répondre au défi du 21<sup>ème</sup> siècle. Pour co-

élaborer, il faut exister. Les citoyens ne demandent pas la disparition des partis politiques, ils demandent qu'ils répondent à leurs besoins, qu'ils soient à leurs côtés dans leurs problèmes quotidiens. A partir des évolutions/mutations déjà engagées, nous possédons les outils pour poursuivre la construction d'un Parti communiste répondant aux défis de notre temps. N'opposons pas la nécessaire organisation et structuration du Parti à son ouverture et sa capacité à rassembler notre peuple. La victoire du 29 mai au référendum européen aurait-elle été possible sans l'apport du PCF, son organisation, ses moyens ?

Si l'outil est à parfaire, ce n'est pas dans sa disparition - et sa reconstruction sous quelle forme ? - qu'il convient de chercher mais dans son évolution. L'un des enjeux

**« Nous ne sommes pas au bout de l'évolution de notre Parti »**

étant sa structuration et le rôle majeur des directions comme mobilisatrices et fédératrices des communistes. Le courant d'adhésion au PCF en 2005 (10 000 nationaux) est révélateur

du travail engagé et du regard neuf porté sur les communistes par des citoyens en recherche de solution politique à gauche. La gauche est attendue pour répondre aux coups portés par la droite et c'est du côté des communistes que se tournent les regards. L'impasse dans laquelle se trouve le Parti Socialiste validée dans les sondages par une majorité de Français sur son absence de projet et de solutions aux problèmes posés par le libéralisme, offre un champ d'intervention aux communistes et leur confèrent des responsabilités énormes. C'est tout l'enjeu du prochain Congrès.

#### Dominique Lucas

##### Le PCF en Loire-Atlantique : une force qui compte

Alors que les communistes s'engagent dans la préparation de leur Congrès, ils ont choisi durant cette période de ne pas entrer en conclave mais bien au contraire de nourrir leur réflexion à l'aune de la confrontation des idées avec les citoyens et les forces politiques de gauche. C'est donc de manière conquérante que les communistes du département se sont lancés dans l'organisation des forums citoyens après avoir été de tous les rassemblements durant la campagne du référendum. Ce dynamisme du Parti se vérifie par les 127 adhésions en 2005 dans notre département parmi lesquels

de nombreux jeunes. Des adhésions qui touchent l'ensemble de nos 12 sections mettant en perspective le rayonnement de notre Parti sur tout le territoire du département. Mais ce dynamisme ne doit pas cacher nos insuffisances. Beaucoup trop des 1 700 adhérents de Loire Atlantique restent en dehors de toute activité. Cette carence est à mettre à l'actif d'un défaut d'organisation et de structuration du Parti qui nous handicape dans le développement de notre activité. Ce dont souffre notre Parti, ce n'est pas du "dirigisme" dont nous nous affranchissons mais de dirigeants animateurs de la vie du Parti, de direction collective qui hydrate toutes nos cellules, réseaux, collectifs de proximité, en un mot d'une structuration plus poussée de notre Parti. Une structuration non pas pour corseter l'initiative mais bien pour impulser, susciter, favoriser l'activité et les échanges

des communistes vers l'extérieur. Le regard neuf posé par les nouveaux adhérents et leur intégration doit nous aider à poursuivre l'évolution de notre outil. C'est un des enjeux du Congrès : quel Parti Communiste pour répondre aux défis du 21<sup>ème</sup> siècle ?



#### Ils ont dit :



**Jean CESBRON - 70 ans - Ingénieur. Proviseur retraité.**

1952-2005 : cela fait 53 ans que je suis membre du PCF. Cela signifie à la fois de la fidélité mais surtout un engagement réfléchi, mûri.

C'est à 17 ans que j'ai adhéré à Nantes alors que je préparais le baccalauréat Math au Lycée Clemenceau. Pupille de la Nation, suite au décès de mon père, instituteur communiste mort en 1942 pendant la guerre, je me devais de prendre position.

En 1952, la situation politique était inquiétante : guerre froide, risque d'une 3<sup>ème</sup> guerre mondiale réelle, luttes des peuples colonisés, isolement des communistes au plan national, mais espérances nées de l'existence "des pays socialistes", tout contribuait à mon adhésion.

Je suis communiste car je suis contre toutes les guerres avec leur lot d'horreurs, supporté toujours plus durement par les peuples. Certes, durant ma vie militante, il y eut des moments difficiles qui ont conduit à un affaiblissement grave du P.C.F. Mais l'idée du Communisme en ce début du 21<sup>ème</sup> siècle est toujours actuelle. Face aux inégalités, aux injustices sociales, il est urgent de mettre en place des changements indispensables.



**Tony PORCHERON - 28 ans - Educateur**

La construction d'une société passe par des choix politiques opérés par les seuls partis politiques. Les luttes pour plus de justice sociale sont indispensables mais ne suffisent pas. Elles doivent être relayées par des représentants politiques qui prolongent leurs actions et votent des lois qui rendent effective sa réalisation. J'ai fait le choix du Parti Communiste parce qu'il est le seul à faire des propositions claires sur un choix de société

en rupture avec la mondialisation capitaliste. Lors du drame des incendies de squats, il est le seul à ne pas être resté dans la dénonciation et la démagogie et le seul à avoir fait la preuve que les solutions appelaient des réponses politiques aux problèmes du logement social et des droits des sans-papiers.

## PRENONS NOTE...

### Changeons les règles !

L'Unedic indemnise moins d'un chômeur sur deux, en moyenne moins de 600 euros par mois, alors que les salariés cotisent pour prévenir du risque chômage qui intervient de plus en plus souvent dans une vie professionnelle...

La renégociation actuelle de l'assurance chômage a pour seul argument pour le MEDEF : le déficit de l'Unedic. Mais comment pourrait-il en être autrement quand ils baissent les cotisations, notamment patronales ? Il faut que l'indemnisation du chômage soit une nouvelle branche de la sécurité sociale et non une trappe à pauvreté ouverte sous les pieds de chaque salarié qui fait grimper sans cesse le nombre de Rmistes.

### 6,2 milliards d'euros

C'est la somme, sur 2006 et 2007, que l'on obtient en ajoutant différentes exonérations fiscales sur le capital. Une telle somme pourrait être affectée aux quartiers défavorisés

### Provocation

Le gouvernement s'était engagé à ouvrir une négociation sur le pouvoir d'achat des fonctionnaires... et a refusé de faire la moindre proposition d'indice du salaire de base

### Impôt caravanes

Une nouvelle taxe, pour 2006, coûtera 75 euros par mètre carré sur les résidences mobiles. Outre " le retrait pur et simple des dispositions inscrites dans la loi de finances pour 2006 ", les gens du voyage demandent " la reconnaissance légale de la caravane comme habitat et l'accès aux droits qu'implique cette définition ", dont l'accès à des prêts habitat ainsi qu'aux allocations logement.

### Cité U

Pour 2006, les sénateurs ont amputé de 5M d'euros le plan de rénovation et de construction de logements étudiants.

### CHS de Blain

Il y restera. La mobilisation a permis son maintien. Reste le plan de financement de sa reconstruction ?

### Du côté des luttes

- **DCN Indret** : Mobilisation des salariés contre le rapprochement avec Thalès
- **ANPE** : manifestation lors de l'intervention de son directeur général, contre le contrôle renforcé des chômeurs
- **Cycleurope de Machecoul** : Crainte pour l'avenir du site, déjà 40 personnes concernées par le transfert d'un service vers une autre unité du groupe
- Nouveau conflit de **salariés polonais** aux Chantiers : après une journée d'action, la direction a cédé sur toutes les revendications
- **Trelleborg** : la concurrence de l'usine roumaine inquiète les salariés
- **Airbus** : la CGT mobilise contre la volonté de la direction " à atteindre l'objectif de 40% de charge en sous-traitance et intérim pour devenir avant tout un concepteur et donneur d'ordres "

### Inégalités en chiffre

82% des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes  
Chômage : 10,6% pour les femmes, 8,6% pour les hommes ; 20% ont moins de 25 ans, parmi lesquels 23% de femmes et 19% d'hommes  
Les femmes représentent 80% des pauvres.

## Sacrifices sur l'autel de la privatisation

La direction d'EDF a annoncé, avec l'aval du gouvernement, la suppression de 6 000 emplois d'ici fin 2007. De toute évidence cette annonce, lourde de conséquence pour l'avenir du service public, répond à la seule exigence des actionnaires du marché financier.

Chacun sait que l'emploi est considéré par les dirigeants d'entreprises comme une variable d'ajustement pour augmenter les marges bénéficiaires et doper ainsi le cours de l'action. L'entrée en bourse difficile d'EDF oblige donc les " apprentis sorciers " du libéralisme à une fuite en avant au nom de l'adaptation de cette grande entreprise publique aux règles concurrentielles.



Cette décision scandaleuse et totalement injustifiable va peser sur les conditions de travail de tous les salariés d'EDF, réduire la qualité du service rendu aux usagers, favoriser les externalisations et les emplois précaires sous-rémunérés, boucher encore l'avenir de notre jeunesse. Voilà comment on entend mener la politique énergétique de notre pays : au gré du CAC40 ! Nous en voyons les conséquences sociales immédiates, mais ne tarderont pas à se faire jour les conséquences sur l'environnement, l'aménagement du territoire et la sûreté de l'approvisionnement.

La casse d'EDF se poursuit.

La gauche se doit de bâtir, dès aujourd'hui, une politique audacieuse et crédible qui rende non seulement à EDF son statut pleinement public, mais crée également les conditions de la création d'un pôle énergétique 100 % public réunissant EDF et GDF.

## Des salariés licenciés et « rachetés » pour un euro

L'histoire de cette usine de la Chantrerie à Nantes pourrait avoir pour titre " tristes chroniques de la mondialisation capitaliste ". Voilà 25 ans que l'usine passe de main en main et que ses salariés doutent, espèrent, accusent le coup. C'est en 1980 que Harris et Matra ouvrent une usi-

ne et un centre de recherche à Nantes. Harris se désengage rapidement, cédant sa place à l'allemand TEG (filiale de Daimler Benz). Puis elle passe entre les mains de l'allemand Temic avant d'être racheté en 1998 par la multinationale californienne Atmel. C'est à ce moment que le grand dégraissage commence : Atmel supprime 149 postes puis 147 supplémentaires en 2001. Mais ce n'est pas suffisant pour combler l'appétit des actionnaires. En 2003, Atmel tente, sans succès, de vendre l'usine (en conservant le centre de

## La recherche en croissance...zéro



Après le mouvement prolongé et soutenu de la recherche et des universités, on aurait pu raisonnablement penser que les aspirations visant au développement de la recherche publique en phase avec les intérêts de la population allaient quelque peu être entendues par le gouvernement. De fait, il reste sourd aux attentes répondant à une recherche tournée vers la satisfaction des besoins du plus grand nombre. A contrario, il comprend très bien le discours du MEDEF qui veut réduire la recherche à un outil parmi d'autres de la guerre économique que se livrent les industriels. Ne nous trompons pas,

le " Pacte " que vient de dévoiler le gouvernement est en pleine cohérence avec la politique de privatisation des services publics, avec la marchandisation généralisée de toutes les activités. Ceci est d'autant plus inquiétant, que les questions liées à la recherche touchent à des questions de société.

Comment répondre aux problèmes de sécurité sanitaire, à l'indépendance énergétique de notre pays ou encore aux questions environnementales sans une véritable recherche publique déconnectée des intérêts financiers à court terme de quelques grands groupes privilégiés ?

### Dérive dangereuse

Le " nettoyage au karcher ", la " racaille des cités ", les objectifs chiffrés d'expulsion du territoire, la chasse aux chômeurs, la stigmatisation des Rmistes, la suppression de toute politique de prévention, la valorisation de la colonisation française, le projet de suspension des allocations familiales ou leur versement " au mérite "... Ces idées ne sont pas nouvelles, elles ressemblent à s'y méprendre à celles mises en œuvre par les hommes du Maréchal PÉTAIN à partir de 1940.

recherche). C'est désormais chose faite, malgré la mobilisation des salariés, l'usine est vendue 1 euro symbolique au patron de la Start'up française XbyBus. 90 nouveaux licenciements sont annoncés et Atmel refuse de les prendre en charge. Et pourtant, le groupe est extrêmement bénéficiaire. Sur le seul site de Nantes, Atmel aura empoché 22 millions d'euros, d'aide publiques... et supprimé 400 postes. Pire, le ministre de l'économie, fraîchement nommé, a accordé en mai 90 millions d'euros pour un

autre site d'Atmel dans les Bouches du Rhône, sans contreparties d'embauches. 90 millions d'argent public d'un côté, 90 licenciements que le groupe refuse de prendre en charge de l'autre, soit plus de 300 salariés vendus pour un euro avec leur usine sans aucune garantie pour les années à venir. Et Thierry BRETON de déclarer que " La France vit au dessus de ses moyens ". Mais peut-être pense-t-il aux généreux cadeaux qu'il continue de faire à ses amis du patronat malgré les licenciements et le chômage de masse.

# Evènements, culture, idées.

## Peut-on importer du soja non-OGM du Brésil ?

Compte rendu d'une mission interregionale par Hubert DELAHAIE

Notre camarade Hubert Delahaie, élu régional des Pays de la Loire, a participé, du 16 au 22 octobre, à une délégation interrégionale européenne au Brésil. Sa mission : faire un état des lieux de la production de soja non OGM dans ce pays et envisager la poursuite de sa fourniture aux agriculteurs européens pour l'alimentation animale. Il répond à nos questions à ce sujet.

**NLA : Quel était le but de cette mission ?**

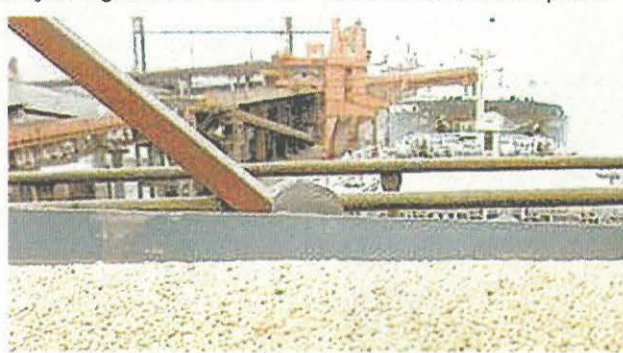
Hubert Delahaie : c'était de prolonger les propositions du groupe de travail régional OGM (organismes génétiquement modifiés) à l'échelle internationale, en privilégiant les informations sur l'état de la production de soja non-OGM et les conditions de sécurisation d'un approvisionnement à long terme de soja certifié non-OGM à un coût raisonnable.

**NLA : Quels ont été vos interlocuteurs ?**

H.D. La mission nous a permis de rencontrer de nombreux acteurs : responsables politiques, députés et ministres ou leurs représentants tant des différents Etats du Brésil que de l'Etat fédéral brésilien, représentants des organisations patronales brésiliennes plus particulièrement intéressés aux questions agricoles et au commerce extérieur, concernant surtout le soja, représentants des Travaillistes de l'Agriculture familiale et le Mouvement des Sans Terre.

**NLA : Quels ont été les points forts de ces rencontres ?**

H.D. : Avec l'appui des gouvernements des Etats et de l'Etat Fédéral brésilien, le développement de l'agrobusiness est une priorité nationale même si elle n'est pas partagée par tous, une partie de l'agriculture familiale et les Sans Terre. Il s'agit de faire du Brésil le premier producteur et le premier exportateur de produits agricoles et agroalimentaires dans les années qui viennent. Dans le but de s'insérer de façon agressive dans la



libéralisation du commerce des produits agricoles initiée par l'OMC, afin de récupérer le maximum de profits, dont une part doit servir à rembourser la dette énorme du Brésil.

**NLA : Les OGM sont-ils une fatalité ?**

H.D. : Dans ce cadre-là, le développement des cultures OGM va sûrement se poursuivre, puisqu'il permet de produire momentanément à moindre coût, que ces cultures sont portées par les grands groupes mondiaux producteurs de semences OGM, que la libéralisation du commerce des produits agricoles est en marche, que ce soit au niveau européen ou mondial. Plusieurs interlocuteurs nous ont fait part des pressions exercées sur les petits pro-

ducteurs pour leur faire accepter les OGM. Les parts de production de soja OGM et non OGM sont difficiles à connaître et les chiffres qui nous ont été donnés varient d'un interlocuteur à l'autre.

**NLA : Quel est le point de vue des Brésiliens ?**

H.D. : Les Brésiliens ont tout à fait conscience que l'Europe est un grand marché pour leurs produits avec des possibilités importantes de progression. Ils font état du poten-

tiel de développement possible vers la Chine et l'Inde. Mais ils savent où se situent les marchés solvables. Ils ont parfaitement compris que, pour le moment, les Européens se prononcent contre les produits OGM et qu'il y a donc là un créneau important pour écouler du soja non OGM, ceci en dehors de toute considération environnementale ou de santé publique. L'argument essentiel : "c'est le marché qui décide".

Les agriculteurs familiaux, le Mouvement des Sans Terre se prononcent pour les cultures non OGM, car elles correspondent à une conception de l'agriculture à l'opposé de l'agrobusiness, respectueuses de l'environnement, fournissant du travail à de nom-

breux brésiliens et contribuant à développer des cultures vivrières pour nourrir la population.

**NLA : Quelles garanties offrent-ils pour des exportations non-OGM ?**

H.D. : Ils ont les moyens d'assurer la traçabilité des produits non OGM et peuvent répondre aux exigences des pays importateurs : "C'est le client qui décide." Ils font toutefois remarquer que cette certification a un coût et qu'il faut accepter de payer le soja non OGM plus cher que le soja OGM, et que les rendements ne sont pas les mêmes. Les infrastructures existent pour traiter le soja non-OGM depuis la mise en culture jusqu'à l'embarquement dans les ports brésiliens.

Les coopératives brésiliennes sont de deux natures : il y a celles qui font partie de l'agrobusiness et celles qui sont une émanation des producteurs familiaux avec lesquelles il est possible de nouer des relations allant au-delà des seules règles du marché mondial se négociant à Chicago et prenant en compte les aspects environnementaux et sociaux.

**NLA : Quelle est ta conclusion suite à cette mission ?**

H.D. : Il paraît possible de répondre positivement aux questions posées à notre mission au Brésil. On peut passer des contrats stables avec des partenaires brésiliens, mais il y a un travail à réaliser pour donner à ces relations, un caractère de confiance partagée.

## Coup de cœur

### Y'aura-t-il une presse après Gutenberg ?

Pour les auteurs\* de cet essai, le sort en serait jeté : "Internet a dépouillé le journalisme de ses privilèges. Diffuser l'information, donner des rendez-vous à une audience, décider ce qui fait l'actualité, sont des tâches désormais accessibles à tous. L'influence qu'une profession exerçait sans partage a vécu." Cela expliquerait "les crises récurrentes, éthiques et économiques, de la presse classique". Pour eux, "Internet n'est pas un support de plus ; c'est la fin du journalisme tel qu'il a vécu jusqu'ici". C'est vrai que le règne d'Internet érode la concurrence entre les

formes de contenu journalistique, qu'il s'agisse d'écrit, d'audiovisuel et a fortiori de la presse en ligne. Il balaie les définitions traditionnelles admises : "la radio annonce la nouvelle, la télévision la montre, le quotidien la met en perspective". Au temps du numérique, avec le primat d'Internet, le nouveau régime de la presse, tous médias confondus, doit se rebâtir en fonction de ces réalités incontournables. Avec l'obligation pour tout média d'organiser sa présence sur le réseau, dans la coexistence du réel et du virtuel. De leur point de vue, Internet est cependant moins une invention qu'un aboutissement : "la systématisation du bruit médiatique à l'échelle planétaire".

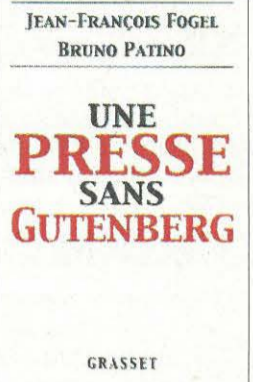
Au-delà de sa définition classique : "une information, c'est quelque chose que quelqu'un veut cacher", elle est en passe de devenir plus rare encore : "quelque chose que le torrent médiatique n'a pas submergé". Réalisation de la prémonition de Marshall McLuhan : "Le message ? C'est le média !".

Même s'ils sont fortement imprégnés de leur participation au site le Monde.fr, leur propos prend un sens très général. On y apprend, ou s'y confirme, beaucoup de choses. C'est un peu : "tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur le web, sans jamais osé le demander" !.

Mais, même avec cet éclairage, on n'est pourtant pas obligé de souscrire à leur avis de décès de la presse écrite. Car, même si ses jours paraissent menacés, elle garde néanmoins un rôle irremplaçable, qu'Internet semble bien incapable de remplir, quelle que soit la sophistication des algorithmes des grands moteurs de recherche. Nous ne sommes donc heureusement pas condamnés à être totalement googués ou yahooisés...

S'il est donc vrai que la presse est en état de danger immédiat, saluons donc et appuyons, de tout notre possible, les efforts de l'Humanité pour se renouveler, afin de survivre au risque ainsi encouru.

J-F Fogel et B. Patino "Une presse sans Gutenberg", Grasset (2005), 245 pages 14€.



## Exposition...

### Une exposition sur Mars au Muséum



Le Muséum et le Planétarium de Nantes, la Société d'Astronomie de Nantes et le Laboratoire de Planétologie et Géodynamique de l'Université de Nantes,

présentent une exposition consacrée à la planète rouge. Cette manifestation s'inscrit dans le cadre de l'année Jules Verne.

Il y a un siècle, Jules Verne imaginait un voyage sur la Lune en se référant aux connaissances scientifiques de son temps. La réalité a supplanté sa fiction et après la conquête de la Lune, c'est aujourd'hui Mars qui attise notre curiosité.

Basée sur les données issues des missions martiennes en cours, cette exposition scientifique invite à une promenade dans le système solaire. Ouvert tous les jours de 10h à 18h, sauf le mardi. Entrée par le Square Louis-Bureau, Place de la Monnaie, Nantes Tarifs : 3,10€. Tarif réduit : 1,60€.

## Lire

### Un monde multipolaire

Le moment actuel de la mondialisation libérale est caractérisé par l'émergence de l'impérialisme collectif de la triade (Etats-Unis, Europe, Japon) à travers lequel s'exprime la solidarité fondamentale du capital dominant des oligopoles et par le déploiement du projet hégémonique des Etats-Unis qui, par le contrôle militaire de la planète, subalternise leurs associés dans le façonnement... d'un

nouveau monde unipolaire.

Les peuples ne pourront avancer leurs projets propres de progrès social et de démocratisation que si, en contrepoint, ils parviennent également à mettre en déroute le projet de Washington et à imposer la reconstruction d'un monde multipolaire.

L'analyse porte, dans les chapitres successifs de ce livre, sur les obstacles qui interpellent le mouvement altermondialiste dans cette perspective. L'Europe rompra-t-elle avec l'atlantisme qui réduit son projet au statut de volet européen du projet des

Etats-Unis ? La Chine parviendra-t-elle à poursuivre son déve-



veloppement sur la base d'un "socialisme de marché" dont l'adhésion à l'OMC remet en question la portée potentielle ? Les Sud

pourront-ils reconstruire une alliance efficace face aux défis ?

Un programme de réformes radicales du système de l'ONU que ces perspectives impliquent, est formulé dans un esprit qui concilie le respect de la souveraineté des peuples et la démocratisation des sociétés. L'analyse fait ressortir les interdépendances qui associent les options politiques et sociales propres aux différentes nations et régions et leurs implications en termes de géostratégie.

Samir Amin Pour un monde multipolaire, Ed. Syllepse, 2005, 230 pages, 20€.

## près de vous

### Conseil général Pour l'Aide Médicale Universelle

Alors que l'Assemblée départementale adoptait les rapports sur la protection de l'enfance, Jean-Louis LE CORRE a dénoncé la remise en cause de l'Aide Médicale aux Etrangers (AME). Il est nécessaire de justifier de trois mois de présence ininterrompue sur le territoire pour en bénéficier. Une personne qui contracte le virus du sida ou souffre de tuberculose, qu'elle soit ou non sans papiers, étrangère ou française, ne peut donc se faire soigner dans l'intervalle. L'élu communiste a souhaité que les Conseillers généraux expriment leur condamnation.

### Couëron La pauvreté explose

Chaque année, au mois de décembre, le CCAS réunit les travailleurs sociaux, les travailleurs à domicile, les associations caritatives locales pour faire un tour de table. L'occasion pour Michel LUCAS de faire le point de la situation et de tracer quelques perspectives pour l'année à venir. Cette fois, la soirée coïncidait avec l'ouverture des restaurants du cœur dont les bénévoles, pourtant expérimentés mais bousculés par l'affluence, sont arrivés très tard. 40 personnes s'étaient inscrites dès l'ouverture l'an passé, le double cette année avec des situations de détresse rarement connues, à ce jour, dans l'agglomération. Des jeunes, des travailleurs précaires, des retraités comme cette femme de 83 ans qui expliquait, désolée, que le montant de sa pension ne lui permettait pas de manger tous les jours à sa faim !

### Violences urbaines Bilan nécessaire

Des événements graves ont secoué les quartiers populaires des grandes villes. A Nantes, où la crise n'a pas pris la dimension tragique d'autres villes en France, on a pu cependant constater de nombreux dégâts matériels. Le groupe communiste a demandé qu'un bilan puisse être dressé pour savoir dans quelle mesure, les politiques publiques menées par la majorité contribuent, dans les limites des compétences locales, à répondre aux situations souvent difficiles que vivent les habitants de ces quartiers.

## L'activité

### ■ Forum régional d'Angers

#### "Bien faire ce qui est de notre compétence..."

" Quelles politiques publiques pour la Région ? " questionnait le carton d'invitation. La soirée n'a pas permis d'épuiser le sujet et les élus communistes régionaux ont promis de poursuivre l'expérience. " Les Pays de la Loire sont une grande région industrielle et ont vocation à le rester... ", affirmait Yannick PELTIER, responsable régional du PCF posant la question de la répartition et du contrôle des aides régionales aux entreprises. Christian, syndicaliste constatait une situation " très contrastée " avec un emploi industriel qui se développait en Loire-Atlantique (Air Bus, l'estuaire) et en Vendée (agroalimentaire) mais qui chutait dans les autres départements. " Pas de développement économique possible sans décisions rapides et claires concernant le déficit énergétique des Pays de la Loire " expliquait Alain tandis que Philippe plaidait pour que les Régions majoritairement à gauche soient " des contre pouvoirs face à une droite qui ne respecte pas le suffrage universel. " Gilles syndicaliste à la FSU et Jacques, Président de la FCPE du Maine et Loire, ne voulaient pas entendre parler d' " un service public régional d'éducation ". " Ne cherchons pas à tout faire, nous ne devons pas nous substituer à l'Etat défaillant, cherchons déjà à bien faire ce qui est de notre compétence " conseillait en conclusion Bernard BREUX, Conseiller régional de la Sarthe.



### UMP "Union pour une Minorité de Privilégiés"

Lors d'un débat d'orientations budgétaires animé, Hubert DELAHAIE, demandait que la Région, dans le cadre de ses compétences, joue pleinement son rôle pour développer l'emploi. Il se réjouissait des 400 Millions d'euros d'investissements prévus pour 2006. " Un effort sans précédent rompant totalement avec des politiques régionales de droite sans ambition, marquées essentiellement par le clientélisme ". Mollement contesté par l'opposition, il s'est dit convaincu que l'on était à " un tournant de la vie de nos collectivités " et s'est violemment attaqué au projet de Loi de Finances 2006 et à " ses deux mesures phares " : le bouclier fiscal et le plafonnement de la Taxe Professionnelle. " Plafonner le seul impôt progressif sur le revenu est particulièrement indécent à l'heure où la pauvreté tue dans nos rues et dans nos villes, où 630 000 personnes vont avoir recours aux restaurants du cœur pour survivre alors que 93 000 privilégiés se partageront les 500 Millions de réduction d'impôts et que parmi eux les 14 000 plus fortunés profiteront de la moitié de ce pactole soit 250 Millions d'euros. L'UMP est plus que jamais l'Union pour une Minorité de Privilégiés ! " s'exclamait-il avant de dénoncer la " disparition programmée " de la Taxe Professionnelle. Il faisait ensuite deux propositions concrètes pour donner de l'air à des collectivités territoriales qui en ont bien besoin : " Que l'Etat prenne enfin la décision de rembourser la TVA aux Collectivités dès que les factures sont payées et au taux où les collectivités l'ont payées alors qu'aujourd'hui il nous faut attendre 2 ans pour récupérer une TVA moindre que celle que l'Etat a encaissée, que la réforme à venir, modernise la Taxe Professionnelle en supprimant l'allègement des bases de 16 %, en supprimant son plafonnement, en tenant compte de l'évolution économique (60% de la TP est supportée par l'activité industrielle qui ne produit que 40% de la Valeur Ajoutée), en taxant les actifs financiers des entreprises. "



### Nantes Contre le racisme et les discriminations

Au dernier Conseil, la municipalité a fait part de son intention d'adhérer à la coalition européenne des villes contre le racisme et la discrimination. Une déclaration accueillie avec d'autant plus de satisfaction par les élus communistes que les récents événements dans les quartiers populaires, ont été l'occasion d'insupportables dérapages gouvernementaux. Malgré le récent rapport des renseignements généraux affirmant que la " motivation première des émeutiers était la condition sociale d'exclus de la société française " le contre-disant, Claude CONSTANT remarque que " le très arrogant ministre de l'Intérieur, non content d'avoir contribué par ses déclarations à mettre le feu aux poudres " en a profité pour " faire un pas de plus dans l'appropriation des thématiques d'extrême droite ". " C'est pourquoi cette délibération, qui s'inscrit dans le prolongement des politiques publiques menées par notre majorité mérite d'être soulignée " a noté l'élu pour qui " initiée à Nuremberg en 2004, la coalition des villes européennes contre le racisme et la discrimination mérite d'être renforcée ". Incontestablement, la place de Nantes "ville faite, Compagnon de la libération par le général DE GAULLE, la ville des 50 otages fusillés par les nazis et les collaborateurs y est incontournable", a-t-il conclu.

### Logement Dettes accumulées

Aider à éponger les dettes de loyer, éviter de vendre la maison quand les traites ne sont plus honorées, réhabiliter 28 000 logements insalubres dans le département, ce sont les trois priorités présentées par Jean-Louis LE CORRE, à l'Assemblée départementale. 600 personnes sont concernées et 150 dossiers ont déjà été étudiés par le Fonds de Solidarité Logement (FSL). Le Conseil général a versé 1 million d'euros au FSL en 2005 et prévoit d'en faire autant l'an prochain. " L'effort est conséquent mais malheureusement pas suffisant " remarque l'élu qui demande aux familles mais surtout aux bailleurs qui ont laissé grossir les dettes, de participer. Pour les accédants à la propriété qui ne peuvent plus faire face, il propose un prêt de restructuration sociale remboursable sur dix ans. Loués en ville, habités par leurs propriétaires âgés et aux revenus modestes à la campagne, les logements " indignes " pourraient souvent recevoir des aides de l'agence nationale pour l'amélioration de l'habitat mais faute de le savoir, très peu font les démarches. Les propriétaires seront désormais accompagnés dans le montage de leur dossier et bénéficieront du suivi des travaux jusqu'à leur achèvement.



## L'AGENDA

**3 janvier 2006 :** réunion Cellule cheminots Nantes sur "la visée communiste" 18h00 salle de la Moutonnerie à Nantes.

**11 janvier 2006 :** réunion de la Commission départementale "stratégie et élections", 18h30 à la Fédération du PCF.

**12 janvier 2006 :** réunion de la Commission départementale "Parti du 21<sup>ème</sup> siècle", 18h30 à la Fédération du PCF.

**12 janvier 2006 :** Assemblée générale de la section de Saint-Nazaire, 18h00, Maison des Sports à Saint-Nazaire.

**16 janvier 2006 :** soirée vidéo-débat Forum citoyen "le cauchemar de Darwin" 19h30 complexe polyvalent à Savenay.

**17 janvier 2006 :** 33<sup>ème</sup> congrès, réunion Cellule cheminots Nantes sur "la stratégie et échéances électorales" 12h00 et 16h30 salle de la Moutonnerie à Nantes.

**19 janvier 2006 :** Forum public "services publics et ruralité" à Pontchâteau.

**19 janvier 2006 :** Comité de section de Saint-Nazaire au siège 18 rue des Halles.

**20 janvier 2006 :** Forum public "100 ans de la laïcité : quel avenir pour l'école?" à Montoir.

**25 janvier 2006 :** réunion de la Commission départementale "stratégie et élections", 18h30 à la Fédération du PCF.

**28 janvier 2006 :** 33<sup>ème</sup> congrès, Assemblée générale, Maison des Sports à Saint-Nazaire.

**30 janvier 2006 :** Forum public "quel contenu politique pour la gauche?" 20h30, complexe polyvalent à Savenay.

## Je, tu, il, elle...

### La visée communiste par Rémy BARRETEAU, Nantes

La visée communiste "c'est vers quoi nous voulons tendre". Il s'agit donc de poursuivre notre réflexion collective sur le concept même du communisme en s'appuyant sur les précédents congrès et en approfondissant les débats. Notre réflexion doit déboucher sur un document offensif, populaire, en phase avec l'actualité politique.

Le communisme, c'est quoi? Un mouvement d'émancipation du peuple, par le peuple, pour le peuple, c'est prendre le parti de l'humain et rompre les logiques capital/travail, les logiques d'aliénation, de discrimination, c'est répondre aux aspirations des gens et non les contourner.

La crise du communisme, le stalinisme, que nous ne devons

pas occulter, nous ont parfois conduits à avoir un comportement défensif. Nous devons évacuer cela et promouvoir une idée positive du communisme qui est à construire, pas seulement par le PCF mais avec les courants issus des mouvements ouvriers, féministes, écologistes...

Nous n'avons pas à avoir de complexes quand nous sommes solidaires de ceux qui souffrent, de ceux qui luttent, quand nous défendons le service public et exigeons son développement. Le communisme? C'est le mouvement d'émancipation humaine pour aujourd'hui et pour demain, il se construit pas à pas en s'appuyant sur l'actualité du moment, sans tomber dans le piège du réformisme.

### Une identité communiste renouvelée Yann VINCE, Rezé

La colère exprimée ces temps derniers dans les grandes villes et les banlieues, dans les cités, est une forme violente du désarroi des jeunes face à l'aggravation de leur vie quotidienne, à l'insécurité, aux discriminations. Elle vient témoigner de la profonde crise sociale et politique dans laquelle notre société s'enlise.

Dans le même temps, le vote du 29 mai des quartiers populaires en témoigne, l'exigence d'un autre monde, d'un monde et d'une société, fondés sur la satisfaction primordiale des besoins humains, grandit!

Tout projet communiste doit, me semble-t-il, prendre appui sur l'histoire récente de notre peuple, les expériences collectives faites dans les luttes sociales, citoyennes. Il doit s'appuyer sur l'évolution des consciences et des expériences - du mouvement social, citoyen, alter mondialiste - en s'adressant aux citoyen(ne)s d'aujourd'hui, à partir de leurs révoltes, de leurs aspirations, pour poser les jalons d'une construction alternative au libéralisme, au capitalisme. Cela nécessite d'apporter du "matériau" à la construction politique en assumant une identité communiste renouvelée.

### Stratégie et échéances : des conférences multi partis mensuelles

#### Eric TRON DE BOUCHENY, Saint-Nazaire

La décision d'une primaire présidentielle à gauche est redoutable. Certes, il faut montrer que nous ne serons pas asservis à un PS hégémonique, mais que nous visons plutôt, à plusieurs partis, la première place à la primaire à gauche. Notre force : les abstentionnistes qui se sont mobilisés pour le NON du 29 mai. Notre point faible : cette dynamique qui est en train de retomber.

Un contenu costaud cela signifie, de la part du futur Front populaire, une maquette à la manière d'un Conseil des ministres, avec un responsable national identifié par ministère : solidarité santé, industrie, étrangers, droits civiques. Et régulièrement, dès aujourd'hui, une conférence mensuelle inter partis et multi organisations. Ceci démontrerait que des solutions, émanant

de plusieurs partis et non d'un seul compromis, existent. Il devra être en mesure de répondre, d'une part au gouvernement, d'autre part au PS, dont les "coups" vont pleuvoir pour 2007, et les municipales de 2008. Nous y serions la force militante la plus forte et la plus reconnue, ceci n'empêchant pas notre Parti de poursuivre son propre travail d'élaboration de programme. Que les partis extérieurs constituant le Front populaire soient consultés, cela ajoute à la richesse produite, en considérant à part entière ces partenaires. Sans méconnaître les points faibles du PS, institué "seule gauche de gouvernement" à 20% de l'électorat, mais qui est quand même allé trois fois dans le mur. Il s'agit de lui opposer un décloisonnement politique qui mobilisera cet autre électorat de gauche.

## ...contribuent au débat

### La question du moment...

par Yann VINCE

Nous entrons dans une phase décisive de la préparation du Congrès. Le Conseil national du PCF des 9 et 10 décembre a en effet adopté le projet de base commune qui va être soumis au débat des militants communistes. Ce texte, préparé par plusieurs collectifs nationaux du Parti a fait l'objet de débats préparatoires et est donc le résultat de cette construction. Six parties s'en dégagent :

- la visée communiste : actualité du communisme, une visée et indissociablement le chemin qui y conduit, les implications de cette nouvelle conception révolutionnaire pour une plus grande efficacité révolutionnaire  
- programme : quatre engagements fondateurs pour une politique de gauche qui change vraiment la vie : dix chantiers d'action pour changer la vie ; redonner le pouvoir aux citoyens et aux salariés dans la cité et l'entreprise, fonder une VI<sup>ème</sup> République solidaire et démocratique ; utiliser autrement l'argent, mobiliser tous les moyens pour un nouveau type de croissance ; construire une autre Europe, agir pour changer le monde

- Europe, monde  
- Stratégie : notre ambition  
- Le Parti Communiste : le rôle et l'apport du Parti communiste, la force communiste, notre organisation : un parti militant, créatif, révolutionnaire  
- Les statuts du PCF : l'activité des communistes, les droits des adhérent(e)s, le congrès, les ressources financières et leur gestion, les élu(e)s communistes, responsables et collaboratrices, collaborateurs, conflits, l'Humanité.  
Naturellement, ce texte est une base. Il a été rendu public dans "CommunisteS" supplément à l'Humanité du 14 décembre. Les orientations qu'il propose, sont à débattre. Ainsi, une tribune de discussion sera ouverte dans l'Humanité le 11 janvier en vue du vote des communistes début février pour valider cette base commune - ou une autre s'il existe des textes alternatifs - qui devra être enrichie par les Assemblées générales de sections, les conférences fédérales, le congrès.  
A l'évidence, notre débat interne doit donc maintenant s'intensifier en multipliant les échanges, espaces de débats entre communistes. Les sections ont tenu et vont toutes, organiser des réunions permettant aux adhérent(e)s de donner leur point de vue.

### Vite lu...

Le projet de base commune, publié dans "CommunisteS", supplément à l'Humanité du 14 décembre est maintenant à la disposition de tous les militant(e)s. Aux 650 lecteurs abonnés de notre quotidien, s'ajoute la commande par les sections du Parti de 852 journaux supplémentaires publiant ce projet de base commune. Des dispositions ont été prises dans chaque section pour diffuser ces journaux.

Tous les adhérent(e)s du PCF en Loire-Atlantique auront donc à leur disposition un texte, certes dense mais porteur de propositions d'orientations pour leur Parti. L'avis, l'opinion de chacun(e) est important. N'hésitez pas à l'exprimer dans les réunions, assemblées mises en place par les sections, cellules mais aussi en utilisant les tribunes de discussion ouvertes par les Nouvelles de Loire-Atlantique (1000 signes espaces non compris) et sur le site de la Fédération du PCF : [www.pcf-44.com](http://www.pcf-44.com)